



28 septembre 2018

(18-5998)

Page: 1/2

Original: anglais

**UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES – CERTAINES
MESURES RELATIVES AU SECTEUR DE L'ÉNERGIE**

**NOTIFICATION D'UN AUTRE APPEL PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE
AU TITRE DE L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17 DU MÉMORANDUM
D'ACCORD SUR LES RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (MÉMORANDUM D'ACCORD)
ET DE LA RÈGLE 23 DES PROCÉDURES DE
TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 26 septembre 2018 et adressée par la délégation de la Fédération de Russie, est distribuée aux Membres.

Déclaration d'un autre appel

Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17 du Mémoire d'accord, la Fédération de Russie notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Union européenne – Certaines mesures relatives au secteur de l'énergie* (DS476) ("rapport du Groupe spécial"). Conformément à la règle 23 des Procédures de travail pour l'examen en appel, la Fédération de Russie dépose simultanément la présente déclaration d'un autre appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

Pour les raisons qui seront exposées plus en détail dans ses communications à l'Organe d'appel, la Fédération de Russie fait appel des constatations et conclusions du Groupe spécial résumées au paragraphe 8.1 a) i), b), c) et e) de son rapport, qui ont trait aux erreurs de droit et interprétations du droit suivantes, et demande à l'Organe d'appel d'infirmier, de modifier ou de déclarer sans fondement et sans effet juridique ces constatations et conclusions et de compléter l'analyse¹:

- **Mesure relative à la dissociation: article 11 du Mémoire d'accord**

Le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la Fédération de Russie n'avait pas "étayé son idée que la mesure relative à la dissociation figurant dans la Directive et la mesure relative à la dissociation figurant dans la loi d'application nationale de la Lituanie constituaient "une mesure unique", ni son autre idée que la mesure relative à la dissociation figurant dans la Directive et les mesures relatives à la dissociation figurant dans les lois d'application nationales de tous les États membres de l'UE constituaient "une mesure unique". De ce fait, le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, en violation de l'article 11 du Mémoire d'accord. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.383 et de compléter l'analyse des allégations de la Fédération de Russie au titre de l'AGCS et du GATT de 1994 concernant la mesure relative à la dissociation, sur la base de la conclusion selon laquelle l'application

¹ Conformément à la règle 23 2) c) ii) des Procédures de travail, la présente déclaration d'un autre appel comprend une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs alléguées, sans préjudice de la capacité de la Russie de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans le contexte du présent appel.

combinée de la Directive et des lois d'application des États membres de l'UE individuels constitue une "mesure unique", afin de déterminer si un traitement non moins favorable a été accordé par l'Union européenne aux services, fournisseurs de services et marchandises de la Russie.

- **Mesure relative à la dissociation: article II:1 de l'AGCS**

Le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la Russie n'avait pas démontré "que la mesure relative à la dissociation figurant dans la Directive accordait un traitement moins favorable aux services et fournisseurs de services russes de transport par gazoducs comparativement à celui accordé aux services et fournisseurs de services de transport par gazoducs de tout autre pays non membre de l'UE". La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.497, 7.508 et 7.514, au motif qu'elles sont fondées sur la constatation erronée qu'il a formulée au paragraphe 7.383, ainsi que sa conclusion finale figurant au paragraphe 8.1 a) i). Elle demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse, sur la base d'une détermination appropriée de l'effet de la mesure unique constituée par l'application combinée de la Directive et des lois d'application des États membres de l'UE, et de constater que la mesure relative à la dissociation est incompatible avec l'article II:1 de l'AGCS.

- **Mesure relative aux organismes publics: article XVII:1 de l'AGCS**

Le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la Fédération de Russie n'avait pas démontré que la mesure relative aux organismes publics figurant dans les lois d'application nationales de la Croatie, de la Hongrie et de la Lituanie modifiait les conditions de concurrence au détriment des fournisseurs de services d'autres Membres par comparaison aux fournisseurs de services nationaux similaires. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.741, 7.823 et 7.787, et l'analyse erronée sur laquelle elles sont fondées, ainsi que sa conclusion figurant au paragraphe 8.1 b), et de constater qu'en accordant aux fournisseurs de l'UE détenus par le gouvernement une dérogation aux prescriptions relatives à la dissociation, la mesure relative aux organismes publics modifie les conditions de concurrence au détriment des fournisseurs de services russes, en violation de l'article XVII:1 de l'AGCS.

- **Mesure relative au GNL: article I:1 du GATT de 1994**

Le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la Fédération de Russie n'avait pas démontré que le gaz naturel en provenance de Russie et le GNL importé d'autres pays étaient des produits similaires au sens de l'article I:1 du GATT de 1994. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.855, et l'analyse erronée sur laquelle elles sont fondées qui est exposée aux paragraphes 7.834 à 7.854, ainsi que sa conclusion figurant au paragraphe 8.1 c). Elle demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse, sur la base d'une détermination appropriée de la nature et de l'importance du rapport de concurrence entre le gaz naturel importé de Russie et le GNL, et de constater que la mesure relative au GNL est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994.

- **Mesure relative aux réseaux de gazoducs en amont: articles I:1 et III:4 du GATT de 1994**

Le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la Fédération de Russie n'avait pas démontré que la mesure relative aux réseaux de gazoducs en amont accordait un avantage au gaz naturel d'une origine particulière et que la Fédération de Russie n'avait pas démontré que la mesure relative aux réseaux de gazoducs en amont était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.1044 et 7.1047, et l'analyse erronée sur laquelle elles sont fondées qui est exposée aux paragraphes 7.1007 à 7.1043, 7.1045 et 7.1046, ainsi que sa conclusion figurant au paragraphe 8.1 e), et de constater que la mesure relative aux réseaux de gazoducs en amont est incompatible avec les articles I:1 et III:4 du GATT de 1994.